

## La destructrice infantilisation du combat droite-gauche

Pourquoi la classe politique française est-elle incapable d'expliquer la réalité de l'Europe ? Parce qu'il est plus facile de maintenir la France dans des schémas simplificateurs que d'expliquer la complexité du réel.

LA  
CHRONIQUE  
d'Eric Le Boucher



**M**esdames et messieurs ! Venez assister au match du siècle ! L'Europe de droite contre l'Europe de gauche ! Le sommet ! Le fracas des idées ! Le combat décisif ! Jean-Claude Juncker contre Martin Schulz ! La camionnette du cirque crie dans les rues du village médiatico-politique. Le haut-parleur à fond.

Dans les élections européennes aujourd'hui comme hier nationales, le multiséculaire combat frontal « droite contre gauche » est la plaie du pays. A l'heure d'un monde complexe où aucune idéologie toute faite ne fonctionne plus et où les solutions sont pragmatiques, subtiles et perfectibles, la classe politique se complait dans le prêt-à-penser et les votes réflexes. Cette fainéantise ne fait en réalité que le jeu des extrêmes, dont le simplisme est la marque de fabrique. A infantiliser les débats, les Fronts de gauche et national sont forcément gagnants. Ne serait-ce que médiatiquement, puisque la presse, en recherche commerciale d'une polémique par jour, adore orchestrer des « matchs » et grossir les échanges de petites phrases.

Sur la scène française, la droite combat donc une politique qui est la sienne, mais qu'elle n'a pas osé conduire quand elle était aux affaires. Plutôt que de l'admettre, de discuter des compromis et de voter pour que le pays se modernise enfin, elle campe dans une opposition intransigeante et, sans vergogne, elle critique le gouvernement pour n'en faire pas assez. Ou bien au contraire, sans souci de cohérence, d'en faire trop, comme sur les réformes territoriales.

Le plus grave concerne l'Europe. Voilà bien une construction complexe qui avance à tâtons, affligée de multiples défauts, mais qui représente précisément une forme moderne de la politique démocratique au XXI<sup>e</sup> siècle. Un ménage à Vingt-Huit avec ses fatigues, ses échecs, mais qui est pourtant la seule issue pour, dans le nouveau Moyen Age qui menace de toutes parts,

sauver le mode de vie commun sur lequel fonctionne séparément chacun des Vingt-Huit, appuyés sur la démocratie et l'Etat social. L'Europe est un espace moderne, c'est une sorte de réseau social, mais, au cirque, faire la pédagogie de la complexité n'est pas applaudi.

Présenter le scrutin du 25 mai comme un match Juncker-Schulz est complètement factice. « Les programmes des deux grands partis européens (la droite du Parti populaire européen et la gauche du Parti socialiste européen) ne sont pas très éloignés l'un de l'autre et n'affichent, en réalité, que des nuances », note avec justesse Jean-Dominique Giuliani, le président de la Fondation Robert-Schuman. Il rappelle que Jean-Claude Juncker est un démocrate-chrétien luxembourgeois dont les « préoccupations sociales sont réelles » tandis que Martin Schulz est un social-démocrate allemand « réaliste au plan économique ». « Tous deux, poursuit Giuliani, siègeraient en France au centre et même ensemble au centre-gauche ! » Ajoutons que l'un comme l'autre parlent parfaitement français et sont des militants de l'axe franco-allemand (1).

Pourquoi ne pas dire ces faits et continuer de nous emmener au cirque ? Pourquoi la classe politique française est-elle incapable d'expliquer la réalité de l'Europe ? Incapable de dire que l'Union n'est pas un combat mais tout l'inverse, l'Europe est ce que la France ne parvient pas à faire, c'est-à-dire une machine à compromis ? A Strasbourg, les alliances sont à géométrie variable : UMP et PS votent souvent ensemble et ils sont rejoints, dans 40 % des cas, par le FN et le Parti de gauche !

Mais non ! Il ne faut pas le dire, il faut maintenir la France dans ses fantasmes simplificateurs. Pourquoi ? Pourquoi enfermer les débats politiques dans le passé ? La réponse mériterait de nombreuses thèses universitaires, risquons trois explications. La première, sur l'Europe, est l'ignorance crasse des élus français du fonctionnement réel de l'Europe. Bien peu font le moindre effort pour comprendre, en dehors des « spécialistes » qui ont eu à faire avec Bruxelles. La deuxième raison est « la peur de l'UMP ». Les partis de gouvernement ont tant laissé les débats s'infantiliser et ont tant abdiqué devant les fameuses « bonnes questions » posées par les extrêmes, qu'ils sont

aujourd'hui paralysés. Ils croient suicidaire de reconnaître que oui, les majorités pro-européennes de l'UMP et du PS proposent la même politique d'une relance européenne par l'intégration de la zone euro, et que Juncker et Schulz ne se distinguent que par des nuances.

La troisième raison est l'incapacité de la classe politique française à se projeter dans la complexité post-étatique. La chaîne Identité-Nation-Etat-Politique est présentée comme inoxydable. Il n'est d'identité que nationale, il n'est de nation que par l'Etat, de politique que par la souveraineté. Toute évolution est décrite comme « la fin de la France ». Or, la chaîne est rouillée par le temps. Le pays est dans ce que le philosophe allemand Jürgen Habermas décrit comme « un cul de sac » : la crise a montré qu'économiquement l'issue était dans « plus d'Europe », budgétaire, fiscale et politique. Mais que politiquement c'est irréaliste, les peuples nourris par l'infantilisation contraire n'en veulent pas.

**L'Europe est la seule issue dans le nouveau Moyen Age qui menace de toutes parts.**

**Au Parlement européen de Strasbourg, UMP et PS votent souvent ensemble mais il ne faut pas le dire.**

Les élections du 25 mai auraient dû être l'occasion de rompre la chaîne. Beaucoup essaient courageusement dans des livres travaillés (1). Mais reconnaître que droite et gauche ont des idées communes, oser avouer qu'elles proposent des politiques semblables à Paris comme à Bruxelles serait accepter de commencer à dire la complexité du réel et à abandonner l'infantilisation. Eh bien non !

(1) Elisabeth Gulgou : « L'Europe », Cherche-Midi ; Michel Barnier : « Se reposer ou être libre », Gallimard ; Jean-Dominique Giuliani : « Pourquoi et comment l'Europe restera le cœur du monde », Lignes de repères.

Eric Le Boucher est éditorialiste aux « Echos »